

Grand Prix, prix du Jury, mentions d'honneur

ANGELETTI Th, *L'invention de l'économie française*, Presses de Sciences pô, 260 pages



Thomas Angeletti est sociologue, chargé de recherche au CNRS et à l'IRISSO

L'auteur dresse une « biographie de l'économie française » en soulevant des questionnements originaux sur ses singularités et ses universaux. Selon lui, la représentation de l'économie nationale est le « produit d'un travail d'inscription et d'institutionnalisation de l'économie dans la société, dont l'ingérence est relativement récente ». Ce processus constructiviste est influencé par l'histoire nationale et par les défis successifs que se lance la société. C'est pourquoi il s'est attaché dans son livre à analyser les rôles respectifs des économistes- et notamment des « macro- économistes implantés au cœur de l'État » - , des politiques, des administrateurs, des syndicalistes et des journalistes, dans ce processus de construction. Il observe l'évolution des « forces microsociologiques et des opérations critiques ».

L'auteur constate une opposition constante entre « les idées politiques et la nécessité de l'économie ». L'auteur montre que « l'impératif économique » de l'après-guerre a conféré une certaine modernité à la société française, mais que l'économie française a été surtout traduite que des modèles et des statistiques, comme le « modèle FIFI » et les plans indicatifs, jusqu'aux années 1970, marquées par la fin des « trente glorieuses ». A partir des années 1980, les « arrangements néolibéraux », caractérisés par la globalisation et la financiarisation des échanges, ont contribué à déconstruire le modèle cartésien de l'économie française. La succession des crises financière, pandémique et écologique, a plongé la société française dans un débat sans fin entre le néo-keynésianisme et le néo-libéralisme, a réhabilité les « mythes » de la planification et de la réindustrialisation, et a semé des doutes sur la sincérité des messages politiques et la validité des modèles économiques.

ANGELETTI Th, *L'invention de l'économie française*, Presses de Sciences pô, 260 pages

L'auteur est sociologue, élève de Boltansky et de Latour, dont il applique les démarches basées sur la délibération et la traduction entre groupes sociaux. Il applique la méthode au processus de construction – ou plutôt « d'invention » - de l'économie française depuis la dernière guerre. Il radiographie les laboratoires publics et privés de l'économie française dont il constate l'hétérogénéité croissante. Il observe toutefois que les concepteurs de la politique économique nationale – et notamment de la planification dite

« indicative » - sont essentiellement des ingénieurs issus des « grands corps », accompagnés par un nombre croissant d'anciens élèves de l'ENA. Les démarches ont été fondées sur des anticipations auto-réalisatrices (Merton) jusqu'aux années 1980, marquées par l'ouverture des marchés, puis sur des « anticipations rationnelles » (Lucas), plus adaptées aux crises, car elle portent sur la rationalité des réactions directes aux facteurs exogènes.

L'auteur constate depuis les années 2000, un « dés encastrement de l'expertise économique » et une fracture entre économistes orthodoxes et hétérodoxes. Malgré son approche essentiellement sociologique, l'ouvrage intéresse tous les acteurs de l'économie, notamment ceux qui ont traversé les « 30 glorieuses » et les divers chocs des 40 années suivantes. Il permet de mieux comprendre la profondeur de l'enracinement modélisateur et quantitativiste des économistes conventionnels.

Grand Prix, prix du Jury, mentions d'honneur

BOUGLE F, *Guerre de l'énergie*, Ed du Rocher, 290 pages.



Fabien Bouglé est un des meilleurs experts français de l'économie de l'énergie.

L'auteur soutient que la 3^e guerre mondiale a été engagée en septembre 2022 avec le sabotage des gazoducs Nordstream, dont les auteurs restent inconnus. Cette forme de guerre moderne touche les installations vitales des pays impliqués et repose sur des manipulations, des piratages informatiques et des menaces de divers types. Après avoir rappelé le rôle essentiel exercé dans les guerres par la maîtrise des sources d'énergie, Fabien Bouglé montre que l'énergie est un enjeu de souveraineté, un levier du développement économique et un facteur d'équilibre de la géopolitique mondiale. Il révèle les raisons de la crise énergétique actuelle, qui résulte notamment d'une confrontation entre les États-Unis, 1^{er} puissance nucléaire et 1^{er} producteur et exportateur mondial d'énergies (grâce au gaz de schiste, au GNL et à l'hydrogène) et la Russie, 2^e producteur de gaz naturel et de pétrole, et 3^e puissance nucléaire. L'auteur analyse la tactique russe de pénétration des réseaux gaziers en Europe, puis le dérèglement de la stratégie européenne de l'énergie après l'invasion de l'Ukraine, marqué notamment par la rupture de l'Alliance Euratom. Il décrit la nouvelle « vassalisation » de l'Europe par les États-Unis, puis révèle les liens plus ou moins occultes entre les producteurs d'énergie fossile et les ONG écologiques.

L'ouvrage est clairement structuré, solidement documenté, illustré de nombreuses citations et rédigé dans un style vivant et didactique.

BOUGLE F, *Guerre de l'énergie*, Ed du Rocher, 290 pages

L'auteur démontre que la capacité d'un pays à produire de l'énergie ou à détenir des ressources minérales lui confère une autonomie, une puissance et une indépendance dans le concert des nations. L'énergie est devenue le sang du corps social d'un pays : sans énergie, pas de vie et pas d'activité économique.

La Russie et les États-Unis essaient de prendre le contrôle énergétique - et donc géopolitique - de l'Europe de l'ouest, malgré le fait que le traité Euratom du 25 mars 1957 ait été la pierre fondatrice de la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique dont l'objectif était d'assurer son indépendance électrique.

Le piège mis en place depuis des années par la Russie s'est refermé sur l'Union Européenne et ses pays membres qui ont axé leur politique sur la transition énergétique gourmande en gaz et en charbon. Elle a même accentué sa dépendance en s'obstinant à développer la construction d'éoliennes et de panneaux solaires.

La décroissance ne peut donc être une fin en soi, car elle n'est que la conséquence d'une pénurie d'énergie et ne doit en aucun cas être un objectif. Il est illusoire de croire que l'on peut stopper la croissance d'un pays sans le placer dans une situation de tiers-mondialisation face à d'autres pays qui continueront à se développer. La souveraineté d'un pays passe par sa capacité à développer ses investissements dans le domaine énergétique et électrique qui sont la garantie d'une souveraineté alimentaire. Les gouvernants européens ont depuis trop d'années, négligé notre souveraineté énergétique et notre autonomie alimentaire en se concentrant sur une illusoire transition énergétique qui a mobilisé beaucoup trop d'argent dans des dispositifs énergétiques intermittents faiblement rentables.

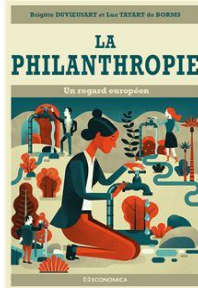
La crise énergétique en Europe avait bien comme point de départ une demande accrue du fait de la reprise économique post-covid au moment précis où les pays européens se voyaient privés de la production intermittente éolienne et solaire alors en forte baisse. Ceci a entraîné une demande accrue de gaz et d'électricité et une explosion de leurs prix. 2021 a été l'année du déclenchement réel de la crise énergétique, 2022 celle du déclenchement officiel de la guerre énergétique que l'auteur qualifie de troisième guerre mondiale. L'alliance Euratom dite « le club nucléaire » regroupe désormais 16 pays européens et la France retrouve, après des années de silence - grâce à son énergie nucléaire - son rôle moteur au sein de l'union européenne isolant d'autant plus l'Allemagne dont l'échec énergétique ne pouvait plus être pris comme modèle.

L'Allemagne par son action belliqueuse antinucléaire et par le financement d'ONG anti-nucléaires (Greenpeace préférant le charbon allemand au nucléaire français) remet en cause un des fondements de l'Union Européenne et participe à la fragilisation de la construction de paix voulue par Robert Schuman. De plus en plus de personnalités du monde économique se positionnent en faveur de l'énergie nucléaire. L'Europe étant le bloc économique le plus fragile du fait de sa dépendance aux importations énergétiques

Grand Prix, prix du Jury, mentions d'honneur

Brigitte DUVIEUSART et Luc TAYART,

La philanthropie Un regard Européen, Economica, 192 pages



Brigitte Duvieusart, juriste, conseillère en philanthropie, pilote l'unité Stratégie et Connaissance de la Fondation Roi Baudouin.

Luc Tayart est directeur honoraire de la fondation Roi Baudouin

L'ouvrage est rédigé par deux spécialistes qui dressent un panorama des pratiques philanthropiques qui diffèrent selon les pays, les cultures, les niveaux de développement économique et de redistribution des revenus et des transferts sociaux. L'idée courante - et parfois caricaturale - d'une philanthrope redistribuant par amour de l'humanité, relève surtout de la vision anglo-saxonne. Mais il existe d'autres formes de philanthropie liées à la proximité, notamment en Europe, et à la famille, plutôt en Asie.

Dans le modèle anglo-saxon, le rapport de la philanthropie est de l'ordre de plusieurs milliards \$ par an, reposant sur une notion de « *give back* ». A titre d'illustration, on peut citer les fondations de Bill Gates ou Mark Zuckerberg. Son principe est d'apporter des solutions aux problèmes sociaux qui s'inspirent du modèle de l'économie de marché. Les montants financiers sont considérables. Ils ne comblent pas pour autant le fossé entre les riches et les pauvres, et ne règlent pas le problème sociétal. Dans une vision plus européenne, la philanthropie ne se limite pas à la redistribution du patrimoine de quelques nantis, mais elle touche un public beaucoup plus large de patrimoines moyens, dans une logique caritative de proximité, ce qui permet un contrôle plus efficace de l'affectation des fonds récoltés. Ce principe de rigueur et de pertinence dans l'affectation des fonds constitue un enjeu majeur, notamment pour les associations philanthropiques de proximité. Faut-il privilégier le secteur de la recherche médicale ou de l'entraide ? Comment répartir les fonds destinés à l'aide des plus démunis ? En avançant dans la lecture de ce livre, on ressent l'impérieux besoin d'une coordination entre les divers circuits d'aide, et plus largement d'une réflexion sur les effets d'un éparpillement des donateurs. L'ouvrage esquisse des modèles de pilotage contribuant à évaluer le « ROI sociétal » des différentes actions.

Cet ouvrage très solide est une précieuse aide pour développer la rigueur dans la gestion d'activités appelées à connaître un certain développement .

Grand Prix, prix du Jury, mentions d'honneur (et Prix du jeune auteur)

JARAVEL X., *Marie Curie habite dans le Morbihan, démocratiser l'innovation*, Eds Seuil, 128 pages.



Xavier Jaravel est professeur associé d'économie à la London School of Economics et membre du Conseil d'analyse économique français.

Dans son dernier livre au titre surprenant (mais éclairé par son sous-titre), l'auteur soutient que l'innovation, dans ses dimensions technologique et organisationnelle, contribue à assurer croissance et notamment à long terme, la transition écologique, mais qu'elle renforce dans le même temps les inégalités sociales. Pourtant, l'automatisation permet des gains humains de productivité. Ce constat est particulièrement observé aux Etats Unis, dont la croissance économique repose sur l'innovation mais dont la population est victime d'une fracture sociale grandissante. L'auteur s'interroge sur les dispositifs à concevoir et à mettre en œuvre pour limiter ces effets collatéraux de l'innovation. Il écarte les mesures proposées par les technocrates, comme le retour à une planification autoritaire ou indicative, et celles avancées par les démagogues, comme le revenu universel ou la taxation des riches et des robots.

S'appuyant sur ses derniers travaux de recherche, Xavier Jaravel constate que l'innovation est fondamentalement collective, mais que les systèmes éducatifs occidentaux, et notamment celui de la France, sont insuffisamment orientés vers l'acquisition de connaissances et de compétences favorisant l'entrepreneuriat et la recherche scientifique. Il estime que si l'innovation était l'affaire de tous, et non des milieux les plus favorisés, il y aurait trois fois plus d'innovateurs. Il porte un jugement très sévère sur le « déclin éducatif » français qu'il qualifie de « catastrophique ». Il estime que le gisement de talents est mal exploité (les « Marie Curie » perdues) en raison de la panne de l'ascenseur social français, qui s'explique par de multiples freins familial, territorial, institutionnel, culturel... Il cite en exemples de départements pénalisés le Morbihan et les Alpes maritimes. Il conclut par quelques propositions visant à réformer la politique éducative et les réseaux d'orientation, comme l'ouverture des études sur le monde et la multiplication des cercles délibératifs sur l'innovation.

JARAVEL X., *Marie Curie habite dans le Morbihan, démocratiser l'innovation*, Eds Seuil, 128 pages.

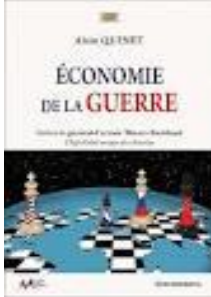
Le livre de Xavier Jaravel adopte une approche originale de l'innovation qui diffère du paradigme dominant de la destruction créatrice des grands systèmes technologiques, conçu par Schumpeter et développé par Aghion. L'auteur observe que le processus actuel d'innovation engendre des inégalités, car il détruit des emplois, crée des rentes et pénalise les consommateurs les plus modestes. Il compare les formes humaine, financière et organisationnelle de l'innovation publique. Il critique les mesures actuelles visant à taxer la richesse ou les robots, et à instaurer un revenu universel. Il propose de « changer les priorités » en cherchant d'abord les talents inexploités, dont il pressent « le potentiel macro-économique gigantesque ».

Le processus repose en France sur une élite entrepreneuriale issue des meilleures écoles et/ou de familles privilégiées. L'innovation française reposerait donc sur « une sociologie sélective ». L'auteur compare les capacités d'innovation des Etats Unis et de la France : les premières sont évaluées par le nombre d'auteurs de brevets déposés, les secondes par le nombre d'ingénieurs-docteurs ... en fonction des revenus des parents. Il soutient que la capacité innovatrice d'une nation est de nature rhizomique (selon l'expression de Deleuze et Guattari), c'est-à-dire fondée sur de profonds réseaux de modules interconnectés.

Le petit opuscule de X Jaravel est introduit par de bonnes questions et conclu par des propositions stimulantes. Il est rédigé dans un style direct émaillé de formules créatives.

Grand Prix, prix du Jury, mentions d'honneur

QUINET A., *Économie de la Guerre*, Eds Economica, 266 pages. Préface du général d'armée Thierry Burkhard, Chef d'état-major des Armées.



Alain Quinet est économiste et professeur associé aux Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan.

Le lecteur de l'ouvrage d'Alain Quinet est littéralement transformé en élève-officier. Afin de répondre aux questions posées par la guerre et par la paix, l'auteur croise plusieurs disciplines : économie politique, psychologie, sociologie, géopolitique, stratégie militaire... Il conjugue les principaux concepts et modèles relevant de ces différents domaines pour expliquer les stratégies et les tactiques de conquête et de défense des États-nations. Ses réflexions sont particulièrement utiles pour comprendre les discours et les comportements des gouvernants et des chefs militaires dans le contexte actuel d'affrontement entre blocs autoritaires et démocratiques. Elles constituent une leçon d'économie politique à la fois fondamentale, actuelle et originale. Adam Smith n'écrivait-il pas : « *la défense est plus importante que l'opulence* » ?

L'auteur montre notamment que la mondialisation des échanges commerciaux a accru le bien-être des populations, mais a également créé de nouvelles dépendances et vulnérabilités. La puissance publique est désormais un bien commun fondé sur trois piliers : l'économie, la capacité militaire (*hard power*) et l'influence (*soft power*). La « projection » de la puissance d'un État repose sur une large palette de leviers modulables en fonction de stratégies « hybrides ». Sa souveraineté repose sur une certaine autonomie en ressources essentielles qui ne peut plus désormais s'acquérir que dans le cadre d'alliances économiques et/ou politiques, plus ou moins stables, qui permettent d'alléger les contraintes pesant sur chaque État. Ce dernier assume notamment des rôles de producteur, de client et de financeur des armements. Il est ainsi soumis à un « dilemme de sécurité », transposé du fameux « dilemme du prisonnier ». Il est souvent conduit à opter pour une solution de marchandage plutôt que de s'engager dans un conflit armé, parfois inévitable. L'histoire montre que les guerres peuvent être engagées pour des raisons rationnelles ou irrationnelles, et parfois tomber dans la « trappe de Thucydide ».

L'auteur observe que l'art de la guerre repose de plus en plus sur l'innovation technologique, dont l'objectif de la programmation des dépenses militaires est de trouver le « juste niveau » permettant de renforcer la sécurité du pays tout en optimisant à long terme les retombées civiles de la recherche et de la production militaires. L'auteur montre enfin l'intérêt de fonder les décisions des stratèges sur des analyses coûts-avantages et coûts-efficacité des activités de défense orientées vers la réduction du niveau de menace de conflit.

QUINET Alain, *Economie de la Guerre, Economica, 266 pages.* (Préface du général d'armée Thierry Burkhard, Chef d'état-major des Armées).

Avec le grand retour de la guerre sur notre continent, ce livre apporte une vision rationnelle de l'économie de la défense et de la guerre. L'auteur examine d'abord la notion de puissance et les relations inter-étatiques en y incluant des visions économique, militaire et d'influence (*Soft Power*). Il examine ensuite ce que doit être l'effort de défense dans le cadre de la dépense publique dans l'économie générale au travers de plusieurs modèles économiques et stratégiques, du modèle « beurre/canons » et des analyses coûts/avantages en univers incertain appliquées aux coopérations et alliances. Il termine par une troisième partie sur l'économie des conflits. Ceux-ci sont souvent irrationnels mais ils sont la plupart du temps déclenchés quand un État estime que les bénéfices attendus sont supérieurs aux coûts et ces bénéfices qui ne sont pas forcément économiques. L'auteur cite Thucydide qui distinguait trois grands motifs de guerre : la peur, l'honneur et l'intérêt. Cette troisième partie examine enfin les comportements des pays en guerre et les arbitrages qui doivent être pris. Chaque partie est illustrée par de nombreux modèles tant psychologiques qu'économiques qui peuvent être utilisés afin de déterminer quel devrait être l'effort français de défense et notre modèle d'armée. Cet ouvrage apporte un peu de rationalité dans un débat souvent irrationnel sur le plan politique.

Prix spéciaux

Prix des ouvrages collectifs: TREBUCQ S., DEMERSSEMAN R. (col), *Le grand livre de la RSE*, Eds Dunod, 405 pages.



*Stéphane
Trebucq,
professeur à l'IAE
de Bordeaux, et
Rémi
Demersseman,
fondateur
d'Oikosystème et
directeur de
l'Institut
Supérieur du
Journalisme de
Toulouse*

L'ouvrage collectif intitulé « *Le grand livre de la RSE* » mérite l'attention des universitaires et des managers, mais aussi du grand public, car il se présente sous la forme d'une grande encyclopédie vivante couvrant la plupart des problématiques théoriques et pratiques soulevées par la mise en oeuvre de la Responsabilité Sociale des Entreprises et du développement durable.

L'ouvrage est organisé en 4 parties et 26 chapitres, rédigés par des experts reconnus dans ces domaines.

La 1^{ère} partie compare les divers concepts de la RSE et ses différentes approches d'ordre politique, technologique, économique, managérial, sociologique, philosophique... Elle soulève notamment la difficile question de ses leviers normatifs et empiriques. La 2^e partie montre la diversité des théories et des pratiques appliquées dans les diverses fonctions de l'entreprise (stratégie, finance, marketing, achats, GRH, communication...), dans ses différents secteurs d'activité (industrie, banque-assurance, services) et sous ses multiples formes (groupe, PME, mutuelles, associations...). La 3^e partie présente des études de cas d'usage illustrant la diversité et la complexité des problématiques soulevées par la mise en oeuvre de stratégies socialement responsables. La 4^e partie cerne les limites des référentiels et des pratiques en usage et explore les voies de progrès.

Les réflexions des auteurs sont solidement argumentées et documentées. L'ouvrage convainc le lecteur que les politiques publiques et le management des organisations traversent actuellement une période historique de transition entre le néo-libéralisme financier et l'économie socialement responsable.

Prix spéciaux

Prix spécial francophone : Michel MAILLOUX, *Robots financiers et IA*, Eds Franel, 200 pages.



Michel Mailloux est co-fondateur et dirigeant du Collège des professions financières et a été un des fondateurs de l'Institut québécois de planification financière (IQPF)

Dans son dernier ouvrage, Michel Mailloux, présente les différentes étapes historiques du développement de la robotique, en tant « *qu'ensemble de progiciels pouvant interagir de manière intelligente avec des humains* », de l'algorithmie et de l'intelligence artificielle. puis il met en perspective les compétences dont les robots devront faire preuve dans le cadre des relations entre des conseillers financiers et leurs clients.

L'aspect original de cet essai d'une lecture exigeante, réside dans son approche basée sur des principes moraux et sur des considérations techniques.

L'auteur se définit lui-même comme « éthicien de la finance », que l'on pourrait définir ce métier comme un oxymore. Il concentre sa réflexion sur les « Cobots », néologisme intégrant « Conseillers et Robots. L'auteur disserte également sur l'éthique normative qu'il décline selon trois axes ; l'éthique conséquentialiste qui met l'accent sur les conséquences de nos actions, l'éthique déontologique, qui se concentre sur les notions de devoir et d'impératif moral . L'auteur distingue enfin l'éthique de la vertu détermine les traits de caractères dont témoignent les actions.

Selon Michel Mailloux, l'avenir du conseil financier réside dans l'optimisation du partage des compétences entre le robot et le conseiller. Le robot, par sa capacité quasi-infinie en matière d'analyse de données, de digestion de normes et réglementations en perpétuelles évolution, permettra au conseiller d'avoir accès à une analyse poussée qui lui permettra de concrétiser un plan financier adapté. Il pourra se concentrer sur les variables endogènes portant sur les intentions et les attitudes des clients. Pour combien de temps encore, l'intelligence émotionnelle, l'approche culturelle, l'aptitude à la communication et à la négociation, resteront ils l'apanage du conseiller humain ?

Prix spéciaux

Prix du manuel universitaire : QUIRY P., LEFUR Y., *Finance d'entreprise (Vernimmen)*, Eds Dalloz 24^e édition, 1197 pages.



Pascal Quiry et Yann Lefur, élèves de Pierre Vernimmen sont professeurs à HEC Paris et anciens banquiers d'affaires

Le « Vernimmen » est le manuel de référence de la finance d'entreprise en langue française, à la fois pour les managers comptables et financiers des entreprises, des administrations et des associations, ainsi que les enseignants et les étudiants en gestion. Édité depuis 1974 et vendu à plus de 200 000 exemplaires, il est mis à jour chaque année par une inclusion des nouveautés comptables, financières et extra-financières, boursières, juridiques, fiscales et statistiques. Il est assorti de multiples services additionnels : newsletters mensuelles, podcasts de cours de finance, 22 années d'archives et lexiques.

L'ouvrage est organisé en 5 parties consacrées respectivement aux méthodes de diagnostic comptable et financier, aux décisions d'investissement et à la logique des marchés financiers, aux politiques financières appliquées au bilan, puis à la gouvernance et à la gestion financière. Dans chaque partie, il couvre les théories et les pratiques illustrées de nombreux exemples et cas d'espèce.

Pascal Quiry, Yann Le Fur, « Vernimmen », Editions Lefebvre Dalloz, 1197 pages

Cet ouvrage mythique, pour les professionnels et étudiants de la finance, célèbre sa 22^{ème} édition après une première publication par Pierre Vernimmen en 1974. Pierre Vernimmen était un économiste français, professeur au Groupe HEC et directeur du département conseil de la banque de finance Paribas. Plus de 200 000 exemplaires ont été vendus sous la houlette de Pascal Quiry et Yann Le Fur depuis qu'ils ont repris l'édition annuelle de cet ouvrage, respectivement en 1998 et 2002.

Cette année, nos deux auteurs introduisent l'ouvrage par un avant-propos intitulé « *C'est quand la marée monte que l'on mesure la solidité des digues* » qui adresse la question de la montée des taux et l'impact sur l'endettement et les ratios des entreprises, illustrant leurs propos à partir de trois exemples (Orpea, Silicon Valley Bank et Crédit Suisse).

L'ouvrage 2024 reprend la même logique de construction habituelle en cinq chapitres qui combinent habilement la théorie pédagogique avec des exemples réels issus d'entreprises. Chaque chapitre se termine avec un résumé des points clé abordés, des questions et exercices et des éléments de réponses pour faciliter et vérifier l'appropriation pédagogique des thèmes abordés. Ainsi, le Vernimmen couvre de manière assez exhaustive des questions

relatives au diagnostic financier, aux investisseurs et à la logique des marchés financiers, à la création et mesure de valeur, à la politique financière d'une entreprise et pour finir, sa gestion financière.

Il est à noter que les auteurs ont pris le parti d'adresser les sujets transversaux de la responsabilité sociale, environnementale et de gouvernance (ESG) au travers de leur ouvrage (« *embedded* ») au lieu d'en dédier un chapitre. Ainsi, les auteurs font le lien entre les pratiques financières bien ancrées depuis de très nombreuses années et l'émergence de la prise en compte, de plus en plus prégnante, des éléments extra-financiers tels par exemple, dans l'émission d'obligations vertes ou dans la mesure de la création de valeur au travers d'un bénéfice par action ajusté du coût des émissions carbonées.

Bien garni en statistiques et graphiques les plus récentes (publication juillet 2023), le Vernimmen s'actualise en fonction des changements réglementaires et des pratiques en matière financière, boursière, juridique, comptable et fiscale.

L'ouvrage Vernimmen a su s'adapter à son temps et à l'évolution des pratiques et habitudes pédagogiques. Il est disponible sous plusieurs formats, notamment digitaux, pour une consultation en ligne, ainsi qu'en langue anglaise. La Lettre Vernimmen publiée mensuellement et gratuite permet aux internautes de se confronter à des thèmes d'actualité en matière de financement d'entreprise et les podcasts et les MOOCs invitent les financiers à approfondir de manière sélective, les différentes thématiques proposées.

Prix spéciaux

Prix DFCG: HUET J-M, PIGNEDE F (col), *La valorisation des actifs*, Pearson France, 256 pages.



*Jean Michel Huet
associé cabinet de
conseil BearingPoint
et administrateur de
Neoma Business
School,*

*Franck Pignède
Expert-Comptable,
membre du cabinet
Eight Advisory,
ouvrage collectif*

Ce nouvel ouvrage collectif sur la valorisation des actifs des entreprises a été rédigé par 16 chercheurs et anciens élèves de NEOMA Business School, classée parmi les 5 meilleures écoles françaises de management. Son originalité réside dans son approche, à la fois théorique et pratique, des nouveaux domaines et méthodes d'évaluation financière et extra-financière des organisations.

Après un bref rappel historique des pratiques, les auteurs analysent les apports de l'Intelligence Artificielle dans l'évaluation immobilière, les systèmes de cotation boursière, la valorisation des actifs illiquides – et notamment, des sociétés non cotées-, l'évaluation des risques liés aux transitions énergétiques et écologiques, ainsi que la gestion et l'évaluation des stocks. Les auteurs présentent ensuite, à l'aide d'exemples chiffrés, les différentes méthodes appliquées pour évaluer les réseaux de bénévoles, les nouvelles marques, la raison d'être d'une entreprise, le capital humain et la biodiversité. Ils montrent que la valorisation des actifs fait désormais appel à 5 domaines de la finance : illiquide, digitale, à impact, systémique et publique.

Dans chaque domaine, les auteurs comparent les portées et les limites des différentes approches et s'efforcent de mesurer les impacts sur la valorisation des actifs, des nouveaux référentiels comptables, financiers et extra-financiers.

HUET Jean Michel et PIGNEDE Franck, *La Valorisation des actifs, nouvelles approches, nouveaux domaines*, Eds Pearson, 237 pages.

"Nouvelles approches, nouveaux domaines" offre un panorama exhaustif de l'évolution de la finance à l'ère de la technologie. Il évoque l'évolution de la valorisation des actifs insistant sur les changements de paradigmes récents. Il mentionne trois changements majeurs, tout d'abord le développement croissant des actifs illiquides des sociétés non cotées. Ensuite l'impact de l'information asymétrique pour les financiers cherchant à réaliser une comparabilité. Enfin, l'importance grandissante du numérique qui modifie les approches de valorisation.

D'emblée, le livre effectue un rappel méticuleux des méthodes de valorisation traditionnelles, jetant les bases solides d'une compréhension approfondie. Elle ne se contente pas d'énumérer les divers actifs, mais intègre des concepts tels que l'EVA

(Economic Value Added), le MEDAF (Modèle d'Évaluation des Actifs Financiers) et la VAN (Valeur Actuelle Nette). Ces outils, essentiels pour quiconque travaille dans le domaine financier, sont présentés de manière à aider concrètement le lecteur à les appliquer en fonction des différents cas abordés.

Il enchaîne ensuite sur l'impact de l'intelligence artificielle dans la valorisation de l'immobilier, montrant comment des actifs traditionnellement considérés comme stables sont bouleversés par la technologie de l'intelligence artificielle. L'ouvrage poursuit avec une étude détaillée de la valorisation des stocks, introduisant ainsi la notion cruciale de "valeur temps".

La seconde partie, consacrée aux actifs immatériels, est une véritable pépite d'information. Elle propose des outils concrets pour valoriser divers éléments clés : le capital humain, la marque, la raison d'être de l'entreprise, mais aussi des domaines moins conventionnels tels que le bénévolat, la biodiversité et la finance verte. Ces approches innovantes offrent au lecteur une vision complète et pratique de la valorisation dans le contexte actuel.

En conclusion, "Nouvelles approches, nouveaux domaines" s'impose comme une référence incontournable pour quiconque œuvre dans le secteur financier, qu'il s'agisse de professionnels aguerris ou d'étudiants désireux d'acquérir une compréhension des enjeux contemporains. Une lecture indispensable pour toute bibliothèque financière.